



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVALOR

LA HAYE DE PAN

—

35170 Bruz

Références : 2026/082
Code AIOT : 0100017181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement SOLVALOR implanté 421 Chemin des Prieurs – 31660 Bessières. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel 2026 de contrôles des ICPE et plus particulièrement du démarrage d'activité de l'établissement (juin 2025). Elle a pour objectif de vérifier le respect de certaines prescriptions applicables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVALOR

- 421 Chemin des Prieurs -- 31660 Bessières
- Code AIOT : 0100017181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLVALOR est autorisée par arrêté préfectoral du 02 août 2024 à exploiter, sur la commune de Bessières, une plateforme de tri, transit, regroupement de terres et sédiments inertes, non inertes non dangereux et dangereux. Le traitement et la valorisation de déchets non inertes non dangereux et dangereux sont également exercés sur ce site de la zone d'activité du Triangle.

L'arrêté préfectoral du 02 août 2024, complété par arrêté préfectoral du 02 juin 2025, réglemente l'activité du site.

Une visite de l'ensemble du site a été réalisée.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les travaux de mise en service de l'établissement ont démarré début 2025 et leur finalisation est toujours en cours. Du fait des intempéries, les travaux initialement prévus en octobre 2025, ont en effet dû être décalés. Le bitume (3^{ème} couche) reste à mettre en place sur la zone centrale de la plate-forme.

La machine fixe de traitement devrait être installée ensuite, a priori fin 2026.

> L'exploitant informe l'inspection de la finalisation des travaux de mise en service de l'établissement.

Un test de fonctionnement de la vanne en sortie de site (en aval du bassin de rétention) a été réalisé. Il n'a pas permis de conclure au bon fonctionnement du système de relevage et l'étanchéité de la vanne n'a pas pu être faite, en dépit de la fermeture de cette dernière.

> L'exploitant veillera à réaliser un test d'étanchéité de la vanne située après la pompe de relevage du bassin de rétention et avant le rejet au milieu naturel. Les résultats de ce contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection.

L'implantation du parking et des locaux administratifs est à gauche en entrant sur site, contrairement à ce qui était indiqué dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et retenu dans l'AP d'autorisation.

> L'exploitant informe l'inspection des modifications notables de son site vis-à-vis du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le site est intégralement clôturé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 6.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conception et fonctionnement de la plateforme de transit et de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Zone de chalandise	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Admission des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Critères d'admission des terres polluées en entrée du site	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Vérification à l'admission	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Destination finale des terres et sédiments	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substances PFAS	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 4.4.9.3	Sans objet
4	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 1.2.3	Sans objet
7	Transport	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 5.2.6	
8	Certificat d'acceptation préalable (CAP)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.1	Sans objet
9	Codes déchets	Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article 2	Sans objet
10	Liste des codes déchets entrants autorisés	Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article Annexe I	Sans objet
14	Cas particulier des déchets traités dans l'unité de stabilisation aux liant	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.5	Sans objet
15	Traçabilité des terres traitées	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 6 faits sans suites ;
- 9 faits avec suites. Ces constats sont ainsi établis dans l'attente de précisions et/ou justificatifs de l'exploitant et dans la mesure où des mises en conformité peuvent être engagées rapidement. Plusieurs demandes relatives au traitement du déchet BL09 ont été réalisées par l'inspection, les éléments doivent être transmis sous un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 4.4.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 4.4.9.1 ci-dessus, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées à l'article 4.4.9.2. La campagne d'analyse est réalisée au plus tard 12 mois à compter de la mise en service de la plateforme. L'exploitant transmet les résultats commentés de cette campagne d'analyse, dès réception, par voie électronique, à l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>La mise en service de la plate-forme a eu lieu en juin 2025.</p> <p>L'inspection a rappelé la prescription de l'article 4.4.9.3 de l'arrêté préfectoral modifié.</p> <p>L'exploitant a bien en tête les exigences de cet article. Un devis daté du 12/01/2026 a été présenté à l'inspection. La commande devait être passée la semaine de l'inspection.</p> <p>L'exploitant a rappelé qu'il n'est pas prévu de rejet eau de ses installations. En effet, le bassin de rétention est surdimensionné et les eaux du bassin sont réutilisées sur le site pour le traitement des déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié dans les six mois suivants la mise en service de l'installation.</p> <p>De nouvelles mesures des émissions sonores sont effectuées si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée, et sont renouvelées a minima tous les 3 ans.</p> <p>Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La mesure des niveaux sonores était programmée en décembre. Mais l'organisme de contrôle n'a pas pu intervenir à la date prévue du fait de barrages agricoles.</p> <p>La mesure est re-programmée le 22/01/2026.</p> <p>Le jour de l'inspection, aucun traitement de terres n'était en cours, le site était donc particulièrement peu bruyant.</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir reçu de plainte concernant le bruit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le rapport des mesures sonores à l'inspection dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Conception et fonctionnement de la plateforme de transit et de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis et traités par l'installation

Prescription contrôlée :

La plate-forme de transit et de traitement comporte quatre zones principales :

- une zone de réception et de stockage en alvéoles des terres en simple transit ou avant traitement,
- une zone dédiée au traitement physico-chimique des terres constituée d'une installation de criblage-lavage et d'une unité de traitement de l'eau,
- une zone de traitement biologique (biocentre) organisée en biopiles,
- une zone dédiée au procédé de stabilisation par liants hydrauliques (centrale à béton).

Le traitement physico-chimique a pour objectif de retirer les matériaux indésirables, de séparer les différentes fractions des terres et d'homogénéiser les terres polluées par différentes techniques comme le criblage à sec ou le criblage par voie humide.

Le traitement biologique est appliqué sous certaines conditions. Celui-ci est basé sur la faculté naturelle de certains micro-organismes à dégrader les hydrocarbures. Un apport de nutriments est réalisé par incorporation directe au moment de la création des biopiles et/ou par l'intermédiaire d'un système d'humidification. Les terres orientées vers ce traitement doivent respecter en entrée de traitement les concentrations définies à l'article 5.1.2.5. Ces concentrations peuvent être atteintes après réalisation d'un traitement physico-chimique sur site.

La procédé de stabilisation par liants hydrauliques (centrale à béton) est un processus dans lequel le déchet est converti en une forme chimiquement plus stable. Ce traitement est utilisé de manière ponctuelle pour répondre à un besoin spécifique à l'aide d'une unité mobile.

Article 5.1.1.1 Zone de réception et de stockage en alvéoles des terres en simple transit ou avant traitement

Cette aire est étanche.

Les alvéoles de stockage sont délimitées par des blocs béton. Des plots modulaires en béton permettent de délimiter des casiers dédiés pour chaque lot réceptionné et de distinguer ainsi les différentes natures des matériaux selon leur origine et leur niveau de contamination.

La hauteur de stockage est limitée à 4 mètres.

Les terres et sédiments dangereux, en transit ou en attente de traitement, sont stockés exclusivement au niveau de l'alvéole de stockage couverte sur une hauteur de 2 mètres au maximum.

Les eaux de ruissellement sont collectées et récupérées dans le bassin de rétention du site.

Constats :

L'activité de stabilisation par liants hydrauliques n'est finalement pas exercée sur le site de Bessières.

Le traitement physico-chimique est pour l'instant exercé à l'aide d'une installation mobile d'une capacité de 15 t/h. Une installation fixe (capacité 100 t/h) devrait être mise en place pour fin 2026.

Le traitement biologique est mis en place.

<p>Des couvertures au-dessus de certains stockages vont être mises en place mi-février.</p> <p>Lors de la visite du site, le stock de déchets dangereux était stocké sous bâche, l'alvéole de stockage couverte n'étant pas créée.</p> <p>Des lots en attente de traitement n'étaient pas clairement identifiés sur le site et n'étaient pas bien séparés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit stocker les terres dangereuses sous abri et délimiter le stockage des terres en attente de traitement par des plots béton afin de distinguer ainsi les différentes natures des matériaux selon leur origine et leur niveau de contamination.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection de l'installation des abris rigides, notamment au niveau de la zone de stockage des déchets dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Capacité de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 1.2.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les limites fixées dans le tableau de classement présenté à l'article précédent, la quantité totale de terres et de sédiments (dangereux, non dangereux et inertes) en transit, en attente de tri ou de regroupement, ainsi que les terres et sédiments pollués (dangereux et non dangereux) en attente de traitement ou d'expédition après traitement sur l'installation est au plus égale à 47 100 tonnes à un instant donné.</p> <p>(*) Les capacités de traitement physico-chimique des déchets dangereux et non dangereux de 2500 t/j visées par les rubriques 2791, 3510 et 3531 ne sont pas cumulables</p> <p>L'installation est autorisée à faire transiter sur le site (avec ou sans traitement) 120 000 tonnes de terres et sédiments (dangereux, non dangereux et inertes) au maximum chaque année.</p> <p>Cette capacité d'accueil est limitée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 000 tonnes pour l'année 2024, - 80 000 tonnes pour l'année 2025, - 120 000 tonnes à partir de l'année 2026.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise les quantités suivantes de déchets ayant transité sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 0 t en 2024 ; • environ 30 000 t en 2025 ; • entre 50 et 60 000 t attendues en 2026. <p>Le jour de l'inspection, environ 9 800 t sont présentes sur le site, avec environ 7000 t de déchets</p>

de balayure. Le traitement de ces derniers déchets a été détaillé par l'exploitant : scalpe puis crible permettant de trier sable (réutilisé en carrières ou travaux publics), feuilles (dirigées vers la filière du compostage) et mégots / DIB (dirigés vers centre enfouisseur ou incinérateur).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Zone de chalandise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Admission des terres polluées

Prescription contrôlée :

Les terres et sédiments pollués admis sur le site sont principalement issus de travaux de dépollution des sols, de chantiers d'aménagement et de déconstruction en provenance à 70 % du département de la Haute-Garonne et des départements limitrophes, et à 90 % de la région Occitanie.

Ils sont acheminés dans des camions bâchés.

Constats :

Le registre des déchets entrants a été consulté.

En 2025 :

- 23 000 t de Haute-Garonne (soit 76%) ;
- 24 876 t d'Occitanie (soit 82%) ;
- environ 30 000 t au total.

L'exploitant reconnaît que ces pourcentages ne sont pas respectés. En effet, il accueille de déchets en quantité plus importante qu'autorisé en provenance hors région Occitanie. Aucun camion n'a été vu le jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les pourcentages de provenance des déchets ne sont pas respectés pour les 7 mois d'exploitation en 2025.

L'exploitant doit veiller à les respecter strictement en 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Admission des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Terres polluées

Prescription contrôlée :

En complément de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 02 août 2024 susvisé, les **déchets**

<p>autres que terres et sédiments (codes 17 05) ne doivent pas représenter plus de 30% des apports du site. L'exploitant est en mesure de pouvoir justifier du respect de cette prescription sur demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base du registre des déchets entrants, les déchets de voirie (20 03 03) et les déchets correspondants au code 10 09 07* représentent plus de 30% des apports du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour l'année 2026, l'exploitant doit strictement respecter ce pourcentage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Transport

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre des déchets a été consulté. Il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Certificat d'acceptation préalable (CAP)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Admission des terres polluées

Prescription contrôlée :

L'admission des terres polluées sur le site se fait après procédure d'acceptation préalable. L'exploitant gère les terres qui entrent sur son installation par lots en provenance d'un même chantier. Pour un même chantier, et pour tenir compte du principe de non-dilution, des sous-lots devront être réalisés lorsque les caractéristiques des terres varient notablement d'une zone de pollution à une autre.

La procédure d'acceptation comprend trois niveaux de vérification :

- la caractérisation des terres par le détenteur,
- la vérification de la conformité,
- la vérification à l'admission.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie à l'article 5.1.2.2 dans les 12 mois avant la vérification de conformité.

Quand l'exploitant juge qu'il peut admettre les déchets dans son centre de traitement et de stockage, compte tenu notamment des prescriptions de cet arrêté, il affecte au déchet un numéro d'identification et un seul suivant l'ordre chronologique de la procédure d'admission. Un déchet ne peut être admis dans une installation de traitement qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable.

La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Constats :

L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation des terres polluées, celle-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Par sondage, l'inspection a consulté les FIP et CAP des déchets BL09 et BL018. Les éléments correspondant aux déchets BL018 n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection. En ce qui concerne le déchet BL09, l'exploitant doit justifier que le code déchet correspond bien à l'identification du déchet, au vu des éléments indiqués dans la FIP (déchets de fosse d'affinage/sables de fonderie), le code déchet 10 09 07* ne semble pas correspondre (noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée). Le déchet n'étant pas un noyau ou moule de fonderie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant justifie que le code déchet 10 09 07* est bien adapté aux déchets de fosse d'affinage/sables de fonderie en se rapprochant notamment du producteur de déchet et du négociant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Codes déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis
Prescription contrôlée : En plus des prescriptions du chapitre 5.1 (Déchets admis et traités par l'installation) de l'arrêté préfectoral du 02 août 2024 susvisé, seuls les déchets avec les codes déchets listés à l'annexe du présent arrêté sont admis et traités par l'installation.
Constats : Le registre déchets a été consulté par sondages. L'inspection a une observation concernant les déchets dont le code est 10 09 07*, cette observation est précisée à la fiche de constat n°8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Liste des codes déchets entrants autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2025, article Annexe I		
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants autorisés		
Prescription contrôlée :		
Codes déchets	Typologies de déchets	Autorisation (O : oui* / N : non)
10 03 21*	Autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) contenant des substances dangereuses	N
10 03 22	Autres fines et poussières (y compris fines de broyage de crasses) autres que celles visées à la rubrique 10 03 21	N
10 09 07*	Noyaux et moules de fonderie ayant subi la coulée contenant des substances dangereuses	O
* : sous condition du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.		
Constats :		

Par sondage sur le registre des déchets entrants, l'inspection a constaté que les déchets réceptionnés sont autorisés selon les codes déchets listés dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Critères d'admission des terres polluées en entrée du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Admission des terres polluées

Prescription contrôlée :

Les limites d'acceptation des différents lots de terres sur le site reposent sur quatre conditions devant être simultanément respectées :

- respect de la quantité maximale de 47 100 tonnes présente sur le site à tout instant ;
- respect du volume maximal de 26 000 m³ présent sur le site à tout instant ;
- respect de la quantité maximale de 900 tonnes de terres/sédiments caractérisés comme dangereux ;
- respect des concentrations maximales figurant dans la deuxième colonne du tableau suivant :

Paramètre	Concentration des terres en mg/kg de matière sèche
Hydrocarbures	100000
HAP (16 congénères)	15000
PCB	150
Arsenic	5000
Cadmium	1000
Chrome VI	20 000
Cuivre	10 000

Plomb	10 000
...	...

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de terres polluées dans le but de satisfaire à ces critères d'admission.

Chaque lot de terres polluées entrant sur le site doit avoir fait l'objet d'une caractérisation préalable afin de déterminer le caractère dangereux de ces déchets. Chaque tranche de 300 m³ d'un lot doit faire l'objet d'un contrôle de conformité aux critères d'admission.

Les terres polluées par des matières radioactives, de l'amiante, des matières pyrotechniques sont interdites sur le site. Une consigne précise les modalités de détection de ce type de terre.

Constats :

Les 900 tonnes de terres/sédiments caractérisés comme dangereux sont situés au niveau de 2 casiers. La couverture de ces casiers est prévue mi-février.

Une bâche plastique est présente au-dessus des déchets de noyaux et moules broyés, devenus sables (code déchet : 10 09 07*). Cette bâche ne recouvre pas intégralement le tas en question. La quantité de ces déchets, provenant du département des Landes, est de 800 t le jour de l'inspection. 2700 t ont transités sur le site de Bessières en 2025. A peu près 20 000 t seraient attendues. Le traitement opéré est constitué d'un lavage avec floculation et coagulation, contrôle du pH et filtration sur charbons actifs au besoin. Les charbons sont présents sur le site mais le module n'est pour l'instant pas splitté sur le circuit de traitement des eaux.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les analyses entrée pour le lot BL0009 et le lot BL0016.

5 analyses ont été réalisées pour le lot BL009, l'exploitant a réceptionné 2940 tonnes selon le registre de déchets entrants.

1 analyse en entrée a été réalisée pour le lot BL018, l'exploitant a réceptionné 50 tonnes selon la FIP.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit justifier la réalisation d'uniquement 5 analyses pour le lot BL009 en 2025 en fonction de la densité du déchet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Vérification à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des terres polluées
Prescription contrôlée : Chaque livraison de lot de terres polluées sur le site fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons composites représentatifs identiques : <ul style="list-style-type: none">• l'un étant analysé à la réception sur le site selon les critères de l'article 5.1.2.2,• l'autre étant conservé pendant au moins un an, et en tout état de cause jusqu'à l'élimination finale du lot correspondant. Il doit également être vérifié à chaque livraison de lot de terres polluées : <ul style="list-style-type: none">• l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;• la présence d'un bordereau de suivi du déchet ;• le poids du chargement ;• l'absence de détection de la radioactivité. En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable mais que les règles d'admission du site sont respectées, il est étudié avec le client la possibilité d'une réorientation des terres vers une autre filière autorisée du site. En cas de refus du client, le chargement sera refusé. Le non-respect des règles d'admission du site (concentrations des polluants au-dessus des seuils, présence de déchets interdits, etc.) entraîne systématiquement le refus du chargement. Le chargement sera alors soit récupéré par le client, soit évacué vers une filière adaptée. Chaque lot refusé est signalé à l'inspection des installations classées. Le refus ou la réorientation des terres peut ne concerner qu'une partie d'un lot de terres si cela est justifié par l'exploitant.
Constats : A ce jour, et depuis le début de l'activité, aucun refus de déchet n'est à noter. L'exploitant n'a pas pu démontrer qu'un lot d'échantillon était conservé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet les éléments attestant de la conservation d'un échantillon (non analysé) par le laboratoire d'analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Destination finale des terres et sédiments

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis et traités par l'installation
Prescription contrôlée : Avant évacuation des terres, il est procédé au minimum à un prélèvement d'un échantillon représentatif (constitué à partir de 10 échantillons élémentaires) pour 300 m ³ de terres évacuées. La méthode de prélèvement et le mode d'analyses font l'objet d'une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'évacuation des terres et sédiments doit se faire soit : <ol style="list-style-type: none">1. sur le site d'origine des terres polluées ; dans ce cas, le respect des prescriptions fixées sur le site ainsi que l'accord du propriétaire sont impératifs, les justificatifs doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées,2. sur un site dit récepteur<ul style="list-style-type: none">○ pour être réutilisées en technique routière,○ dans le cadre d'un projet d'aménagement pour lequel un permis de construire ou d'aménager est délivré, ou pour lequel une étude d'impact est réalisée et instruite ; les chantiers sont situés dans la région Occitanie ou les régions limitrophes et l'utilisation de terres issues d'un traitement de terres polluées est explicitement autorisée.3. dans des filières d'élimination ou de valorisation dûment autorisées à cet effet. Les terres traitées doivent dans ce cas respecter les critères d'acceptation de ces filières. Dans le cas n°2 ci-dessus, l'exploitant doit respecter les dispositions de la procédure de valorisation hors site des terres excavées issues de site et sols potentiellement pollués, décrite dans les guides en vigueur. Les déchets non dangereux non inertes ou inertes peuvent, par ailleurs, être valorisés, réutilisés ou recyclés à condition de respecter le cadre réglementaire existant, en particulier l'arrêté ministériel du 4 juin 2021 et ses annexes : <ul style="list-style-type: none">• par recyclage, réutilisations tels quels, ou comme composants de produits, dans la fabrication de béton, de ciments pour les sables et granulats par exemple ou toutes autres voies pertinentes,• par valorisation dans des plateformes de fertilisation de terres, sous réserve que les déchets de matériaux sortants de l'établissement répondent aux critères définis dans les normes et cahiers des charges applicables.
Constats : La procédure d'échantillonnage des terres, en date du 15/12/2025, a été présentée à l'inspection. Elle n'appelle pas de remarque. Le registre des déchets sortants montre que 960 tonnes de déchets issus du traitement du lot BL009 ont été envoyées sur un autre site du groupe Solvalor. L'exploitant a transmis deux analyses

en sortie. Il doit justifier que le nombre d'analyses est suffisant par rapport à la densité du produit. De plus, l'exploitant doit justifier l'utilisation réalisée des déchets traités issus du lot BL009 sur le site du groupe Solvalor Aquitaine.

Les analyses en sortie, transmises par l'exploitant, montrent que les seuils en métaux sur brut sont très fortement diminués mais que la concentration en COT sur brut est très fortement augmentée (Entrée 1 : 3500 mg/kg, Sortie 1 : 85 000 mg/kg). L'inspection constate également que les analyses en entrée montrent que les éluats sont faiblement chargés en métaux alors que les métaux sur brut sont très concentrés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant expliquera cette augmentation de concentration en COT dans les analyses en sortie et justifiera que le traitement mis en œuvre (lavage) permet d'abattre les métaux sur brut alors que ceux-ci sont très peu lixiviables au vu des analyses en entrée.

L'exploitant doit également justifier :

- le caractère non dangereux du déchet sortant ;
- que le nombre d'analyses est suffisant par rapport à la densité du produit ;
- de l'utilisation réalisée des déchets traités issus du lot BL009 sur le site du groupe Solvalor Aquitaine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Cas particulier des déchets traités dans l'unité de stabilisation aux liant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis et traités par l'installation

Prescription contrôlée :

En cas de stabilisation de déchets non dangereux, les déchets issus du procédé de stabilisation ne peuvent être :

- éliminés en installation de stockage de déchets inertes ;
- valorisés en remblaiement de carrières ;
- utilisés pour fabriquer des produits mis sur le marché (béton, éco-matériaux...)

En cas de stabilisation de déchets dangereux, les déchets issus du procédé sont éliminés ou valorisés en tant que déchets dangereux dans les filières autorisées.

Constats :

Cette activité n'est pas exercée sur le site de Bessières.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Traçabilité des terres traitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis et traités par l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une traçabilité complète des terres traitées : <ul style="list-style-type: none"> • localisation, historique succinct et activité du site d'origine, • identification, origine, date d'admission, quantité, • caractérisation des terres, numéro d'acceptation préalable, • bordereau de suivi de déchets, • localisation du traitement sur le site en cas de traitement en biopile, • analyses de suivi durant le traitement en cas de traitement en biopile, • analyses de caractérisation de fin traitement, • filière, date et lieu d'élimination ou de réemploi.
Constats : Par sondage, l'inspection a demandé la traçabilité pour le lot BL09, celle-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite